



**HAL**  
open science

## La Construction de Légitimité de Ségolène Royal

Catherine Dessinges

► **To cite this version:**

Catherine Dessinges. La Construction de Légitimité de Ségolène Royal. La Légitimité de Ségolène Royal, Jun 2007, Paris, France. pp. 53-72. hal-00590757

**HAL Id: hal-00590757**

**<https://hal.science/hal-00590757v1>**

Submitted on 7 Aug 2011

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**« La construction de légitimité de Ségolène Royal »,** in « La communication politique des présidentielles de 2007 : premier bilan », sous la direction de Philippe Maarek, l'Harmattan, Janvier 2009

La participation de Ségolène Royal aux élections présidentielles a donné lieu à des analyses et des interprétations parfois contradictoires quant à ses compétences politiques, ses aptitudes de Présidente et sa légitimité à gouverner de la part de tous ceux qui, dirigeants de partis politiques, journalistes, intellectuels, ont souhaité commenter sa campagne dans les médias. Il est en revanche une *performance* – beaucoup plus liée à ses qualités de candidate - que peu de monde ne lui conteste : avoir réussi à gagner la bataille de l'opinion face à Dominique Strauss-Kahn et Laurent Fabius le jour de l'investiture par le parti socialiste, à qualifier la gauche au second tour et à faire un score honorable le 6 mai 2007 compte tenu à cet instant de la position occupée par le parti socialiste sur l'échiquier politique. Il faut rappeler que depuis 2002, la France a traversé toutes sortes de crises (le rejet du traité constitutionnel européen en 2005, le conflit du CPE en avril 2006, la crise dans les banlieues en novembre 2005...) et qu'au cours de cette période le parti socialiste (PS) ne s'est jamais imposé comme une force de gouvernement crédible face à la droite. D'abord parce qu'il n'a pas réussi à rénover sa ligne idéologique ; ensuite, sans jamais avoir réussi à tirer les enseignements de la défaite de Jospin en 2002, il a souffert de la division de ses dirigeants<sup>1</sup>.

C'est dans ce contexte d'un parti désorienté par une décennie d'errements que la candidature de Ségolène Royal à la présidence de la République doit être replacée et que la construction de sa légitimité politique peut être analysée. Cette légitimité, nous la considérons comme singulière à étudier, car elle est directement liée à la posture inédite occupée par Ségolène Royal dans le champ politique en général, dans la course à l'investiture en particulier.

## **1. De l'absence de légitimité institutionnelle...**

« Ma légitimité n'est plus contestable »<sup>2</sup> déclare Ségolène Royal à l'issue des primaires organisées par le PS pour la désignation de son candidat à l'élection présidentielle de 2007. Une telle déclaration ne peut que surprendre de la part d'une personnalité politique qui vient d'être indiscutablement consacrée présidentiable<sup>3</sup> par les membres de son parti lors d'une campagne interne qui avait justement pour finalité de départager des candidats qui avaient - *a priori* - déjà été choisis comme légitimes à les représenter<sup>4</sup>. Mais cette déclaration ne surprendra pas celui qui la replace dans le contexte des attaques incessantes dont Ségolène Royal a été l'objet de la part de ses deux principaux adversaires politiques et de leurs différents amis au sein du PS.

---

<sup>1</sup> A l'automne 2004 et tout au long de l'année 2005, la question de la ratification du Traité Constitutionnel européen divise profondément les socialistes entre partisans du oui et partisan du non au Référendum annoncé par Jacques Chirac. Les premiers soulignent les avancées que comporte la Constitution en matière institutionnelle et sociale. Ils affirment que celle-ci n'induit aucun recul par rapport aux Traités antérieurs. Les partisans du non prétendent, au contraire, que le Traité constitutionnel pérennise et favorise la dérive libérale de l'Union européenne et prétendent qu'une réorientation de celui-ci vers une Europe plus sociale, plus démocratique, plus volontaire, passe par la victoire du non. Le Référendum interne du PS organisé le 1<sup>er</sup> décembre 2004 voit la victoire du oui à 58.62%. Au terme d'une campagne que les socialistes ont affronté dans la division, le résultat du Référendum du 29 mai 2005 donne une victoire nette au non (54.67%). Le Conseil national réuni le 4 juin 2005 remanie la Direction du Parti : Laurent Fabius et ceux qui ont défendu le non comme Henri Emmanuelli sont écartés du Secrétariat national.

<sup>2</sup> Interview accordée au *Journal du Dimanche*, 11 novembre 2006.

<sup>3</sup> Avec une participation record des militants (près de 80%), Ségolène Royal s'est imposée dès le 1<sup>er</sup> tour de scrutin avec 60,2% des voix contre 21% pour Dominique Strauss-Kahn et 18% pour Laurent Fabius.

<sup>4</sup> Selon le mode de scrutin à deux tours retenu par le PS pour ses primaires, les trois candidats en lice avaient dû être préalablement parrainés par au moins trente membres du Conseil national du PS.

Nous voudrions ici éclairer le principe fondamental qui a guidé ces critiques. Il permettra de bien comprendre la stratégie de conquête de légitimité de Ségolène Royal. Ce principe concerne l'investiture par le PS en tant que *rite d'institution* (Bourdieu, 1982) c'est-à-dire en tant qu'il consacre et légitime la position nouvelle occupée par un individu dans l'ordre social. Comme tout rite de passage (Van Gennep, 1909) l'investiture implique une démarche initiatique au cours de laquelle l'impétrant doit faire la preuve – généralement dans l'effort et par le mérite - de ses qualités et de ses aptitudes à changer de statut. Dans le champ politique qui nous occupe, ce chemin initiatique relève de la trajectoire politique des candidats. Or Ségolène Royal, diplômée de l'ENA – elle sortira 60<sup>ème</sup> de sa promotion - bien que trois fois ministre, conseillère à l'Elysée sous François Mitterrand, ravissant en 2004 la région Poitou-Charentes, alors fief de Jean-Pierre Raffarin, et compagne de François Hollande, premier secrétaire du parti, est considérée comme n'ayant pas de passé politique. La déclaration de François Bayrou, en campagne à Lyon, est à ce titre éloquente :

- « *Sur elle [Ségolène Royal], je ne dirai pas de mal car je ne la connais pas. Je n'ai jamais eu l'occasion de discuter avec elle* » (François Bayrou, IEP de Lyon, le 7 mars 2007)

Au sein de l'appareil politique, Ségolène Royal est donc considérée par de nombreux hommes politiques, de droite comme de gauche, comme n'ayant jamais occupé de responsabilité significative. A l'inverse d'un Fabius ou d'un Jospin elle n'a jamais dirigé son parti ; à l'inverse d'un Mitterrand, elle ne l'a jamais rassemblé en son nom ; à l'inverse d'un Hollande, elle n'en a jamais porté le projet. Au sein du gouvernement, elle n'aurait occupé que des « strapontins », des fonctions « subalternes » et/ou des petits ministères lit-on dans la presse<sup>5</sup>. De 1992 à 1993 elle hérite ainsi de l'Environnement. En 1997, elle est rétrogradée Ministre déléguée à l'Enseignement scolaire, puis en 2000, elle s'installe à la Famille, mais toujours sous la tutelle d'un ministre de plein exercice, Martine Aubry puis Elisabeth Guigou. De leur côté, ses adversaires collectionnent les fonctions officielles prestigieuses comme celles de Premier ministre, Ministre délégué de l'Industrie et du commerce extérieur, Ministre de l'Economie, Président de l'Assemblée nationale...

Par rapport à ses concurrents Ségolène Royal a donc souffert d'un déficit de légitimité politique, historique ou fonctionnelle. Voire intellectuelle<sup>6</sup>. *Le point* lui consacre même un article intitulé la cruchitude<sup>7</sup>. Et les médias relaient sans vergogne ses ratés de discours, ses bourdes et ses bévues successives (sur les tribunaux chinois, la bravitude, la souveraineté du Québec...), qui peuvent être interprétés comme autant de signes de carences dans les domaines de la connaissance de la langue française, de la diplomatie ou des relations internationales (Bertrand et al, 2007, p. 91 et suiv).

En somme Ségolène Royal n'a suivi aucun itinéraire rituel qui prédispose à l'aventure Elyséenne<sup>8</sup>. A tel point que la candidate et son entourage politique proche ont parfois bien des difficultés à

---

<sup>5</sup> Voir à cet égard les déclarations de Dominique Strauss Kahn, « DSK dilettante repent » in *Le Monde*, article paru le 18 octobre 2006 et *Les prétendants 2007*, A. Duhamel, 2006, Avant-propos, pp. I à IV.

<sup>6</sup> « Ségolène, c'est une inculture de taille encyclopédique, une sorte de trou noir de la science. Une ignorance crasse, pire que reaganienne : bushiste ». Déclaration de Louis Mexandeau, ancien Ministre sous François Mitterrand et co-fondateur du parti socialiste après le congrès d'Epiney, au *Figaro Magazine*, le 28 octobre 2006.

<sup>7</sup> « Tout cela est désolant. La seule chose que nous puissions désormais attendre de cette candidature dont on est désormais en mesure d'apprendre le caractère ridicule est que les gens finissent par admettre qu'exclure les femmes de la politique ou choisir la plus cruche de toutes pour occuper les plus hautes fonctions sont deux manières de satisfaire les mêmes pulsions ataviques et que leur résultat est parfaitement égal. Alors peut-être pourra-t-on espérer qu'une femme nous impressionne, non pas parce qu'elle est une femme, mais parce que le fait qu'elle soit une femme est entièrement indifférent à la force de ses propositions et à l'évidence de son talent. » (*Le point*, le 8 février 2007).

<sup>8</sup> Le journaliste politique Alain Duhamel ne l'avait même pas fait figurer en couverture dans l'édition originale des *Prétendants 2007*, Plon, Janvier 2006.

convaincre et se convaincre eux-mêmes que Ségolène Royal puisse assumer le rôle de Présidente de la République :

- « *Quand on dit : "on a pas les compétences et cetera" mais personne n'a toutes les compétences, je vous l'ai dit ce qui compte c'est la confiance dans la parole qui est donnée. C'est-à-dire, dire juste avec des mots justes ce que l'on a l'intention de faire, ce que l'on a observé, la façon dont on identifie les problèmes.* » (Discours de Ségolène Royal à Villeurbanne, le 9 mai 2006)
- « *Elle a pris de l'assurance au cours de cette année, maintenant elle va prendre de la consistance* » (Julien Dray, l'Express, le 17 août 2006).
- « *Je ne pense pas qu'elle soit capable ni de gagner, ni d'être Président de la République* » (Claude Allègre, France Info, le 29 septembre 2006)

Un peu plus tard dans l'année, en novembre 2006, peu après l'investiture de Ségolène Royal, François Hollande, enchaînant les lapsus, appellera à « battre la gauche »<sup>9</sup>... La candidate elle-même, en février 2007, justifiera lors d'un plaidoyer sur TF1 ses compétences professionnelles<sup>10</sup> ; Elle récidivera lors du fameux débat télévisé face à Nicolas Sarkozy à travers une stratégie de justification similaire consistant à souligner son aptitude à exercer la fonction présidentielle en rappelant de nombreuses fois son expérience ministérielle ou de présidente de conseil régional.

Tout au long de la course à l'investiture par le PS et de la campagne présidentielle, Ségolène Royal a donc souffert de la mise en cause permanente de sa compétence et de sa légitimité de présidentiable. Malgré ces critiques, elle a été investie – avons-nous dit - avec un score incontestable lors du suffrage des adhérents du parti socialiste. Sa légitimité, elle a du la conquérir en dehors du parti, non du sommet vers la base mais par sa marge en séduisant d'abord une partie de l'opinion publique. Elle a ainsi contourné les règles constitutives du rite d'investiture fondé sur la démocratie représentative - qui consistent à convaincre d'abord les responsables qui donnent dans un second temps des consignes de vote aux militants - pour inaugurer la voie de la démocratie d'opinion qui consiste à conquérir l'opinion publique avant de conquérir le parti qui l'a ralliée pour sa popularité. En inaugurant cette voie de la démocratie d'opinion elle a fait la démonstration qu'il existait des formes alternatives de légitimité politique qui pouvaient être conférées par le peuple et non par l'appareil.

## 2. ... à la légitimité populaire et d'opinion

Ségolène Royal a eu très tôt la conscience que l'opinion pouvait constituer un puissant levier de communication politique<sup>11</sup>. Interrogée par Arlette Chabot en 1992 sur la candidature de Jacques Delors aux présidentielles de 1995 elle répond :

- Ségolène Royal : « *Ce sera l'opinion publique qui choisira le candidat* »
- Arlette Chabot : « *Les sondages plus que le PS alors ?* »
- Ségolène Royal : « *Non, plus les Français qu'un parti* ».

---

<sup>9</sup> Discours de François Hollande à la tribune de la Mutualité lors de l'investiture officielle de Ségolène Royal, LCI, le 26 novembre 2006

<sup>10</sup> « Je suis diplômée de l'École nationale d'administration, j'ai travaillé sept ans auprès de François Mitterrand, j'ai fait pour lui l'ensemble des préparations des sommets internationaux des chefs d'État. Je connais donc tous les arcanes et tout le fonctionnement de la présidence de la République et du gouvernement. J'ai été quatre fois ministre, trois fois ministre. [...] Donc je pense être prête. », in « J'ai une question à vous poser », TF1, le 19 février 2007

<sup>11</sup> « Elle a toujours eu le goût des études sur la vie et l'opinion des Français », rappelle Isabelle Mandraud, dans un article du *Monde* daté du 8 novembre 2006 et titré « L'opiniomane ».

Afin de plaire aux Français, Ségolène Royal a contribué à penser autrement la place et le rôle de l'homme politique dans notre société. Première femme ministre à faire apparaître le privé dans le public elle a su imposer une stratégie de peopolisation, à la fois improbable et novatrice. Car si l'on partage une vision de la démocratie qui organise la vie de la cité autour de l'action politique (Habermas, 1993 ; Harendt, 1961), il existerait une règle informelle de séparation sociale (Goffman, 1991) qui voudrait que les gestes et actes de parole des individus soient conformes à l'espace – espace public ou espace privé - dans lequel ils se situent. Selon cette interprétation idéalisée de la démocratie, les personnalités politiques ne peuvent s'éloigner de leur rôle public – lequel nécessite rigueur et gravité - sans risquer de mettre en péril la considération qu'on leur porte. En publicisant son intimité après son accouchement en 1992, Ségolène Royal, risquait fortement de compromettre son image et son avenir politique. Il n'en a rien été. Depuis 92 la future candidate figurera sans interruption dans le trio de tête des socialistes les plus populaires. Sans doute parce qu'elle avait su faire le constat du changement social que la France vivait depuis peu. Dans un contexte où « la vie politique n'est plus un idéal dominant sur les autres formes de vie » (Esquenazi, 2001), la société s'est métamorphosée au point d'effacer les barrières sociales dressées entre les institutions que celles-ci soient familiales, politiques, économiques ou médiatiques... Quatre ans avant l'émergence d'émissions comme *Le vrai journal* (débutée en 1996) ou *Vivement Dimanche* (débutée en 1998) dans lesquelles les invités politiques doivent assumer des postures énonciatives tour à tour sérieuses, ludiques ou intimistes, Ségolène Royal avait pris la mesure de ces mutations. Interrogée par un journaliste en 92 elle déclarait :

- « *Le PS n'a pas évolué. Il fonctionne comme il y a encore 40 ou 50 ans. Il n'a pas vu qu'il y avait la télé. Il a pas vu qu'il y avait une aspiration à la convivialité [...]* » (*L'Heure de vérité*, France 2, le 18 octobre 1992).

Cette convivialité se résume chez la candidate dans l'interconnexion des univers publics et privés par laquelle elle effectuait déjà un acte fort de représentation de la société civile. Sur le plateau de *L'heure de vérité* elle lançait :

- « *Je n'ai pas regretté [de médiatiser la naissance de ma fille] parce que je pense qu'il y en a assez de ne pas pouvoir concilier dans ce pays la maternité et la vie professionnelle et que finalement montrer au pays qu'il est possible de concilier la maternité et la vie professionnelle c'est aussi un message essentiel qu'il faut donner. Vous croyez qu'une femme d'agriculteur quand elle rentre de la maternité, elle se met dans une chaise longue ?* » (France 2, le 18 octobre 1992).

La peopolisation consentie de sa vie privée est ainsi présentée par le Ministre de l'environnement de l'époque comme le moyen de réduire la distance sociale avec le peuple français et de créer avec lui une relation de proximité, d'établir ainsi un **rapport de similitude** avec ses concitoyennes. C'est sans doute dans cet objectif que Ségolène Royal a choisi *Paris Match*<sup>12</sup> pour laisser entendre sa future candidature aux élections présidentielles et qu'elle accordera plusieurs interviews dans *Elle*.

Cet effacement de la frontière entre le public et le privé, Ségolène Royal la subira pendant sa campagne d'investiture<sup>13</sup>. Les médias, réalisant très vite que Ségolène Royal fait vendre, alimentent

---

<sup>12</sup> « S'il s'avère que je suis le mieux placée et donc que je suis sollicitée par le Parti socialiste parce que je peux faire gagner mon camp, je le ferai » (*Paris Match*, 15 décembre 2005).

<sup>13</sup> Gala le 20 septembre 2006 titrera « Ségolène intime. Tous ses secrets de famille. Amours, enfants, jeunesse, argent... ». Paris-Match le 5 octobre fera sa Une du titre : « L'irrésistible ascension. Son histoire de famille et sa rivalité politique avec François Hollande ». VSD titrera le 25 octobre, « Royal, la rupture avec un milieu conservateur ».

avec les sondeurs la « Segomania »<sup>14</sup>. C'est elle qui crée l'événement, attire les foules et oblige la presse à se déplacer. Dépassée par son propre phénomène, elle se retrouve exposée dans les magazines people. Malgré les condamnations<sup>15</sup> de ses adversaires sur cette dérive risquant la dissolution du politique dans le social, sa popularité ne sera pas entachée au motif que la proximité médiatique dont elle est l'objet ne sera jamais confondue par le public comme de la proximité familière. Le plus inédit, c'est que cette popularité construite auprès de l'opinion va s'imposer aux militants<sup>16</sup>, puis aux dirigeants socialistes sous la pression de ces derniers :

- « *Soyons clairs. A l'heure actuelle, il n'y a que Ségolène Royal. Elle écrase tout. Elle a rendu l'espoir en démontrant que Sarkozy pouvait être battu. Les Français l'adulent. Les militants la veulent* ». (Déclaration de François Rebsamen, maire de Dijon et numéro deux du Parti socialiste, *Le nouvel Observateur*, le 11 mai 2006).
- « *Tout le monde va compter, personne ne sera exclu. Les dirigeants socialistes ne peuvent pas s'opposer à cette volonté militante (...) Sa force, ce sont les militants* ». (Déclaration télévisée de Julien Dray, porte-parole du PS à l'issue des résultats du vote d'investiture, le 17 novembre 2006).

Si certains éléphants comme Bertrand Delanoë, considèrent désormais que le score de Mme Royal à l'investiture est « source de légitimité et de force »<sup>17</sup>, d'autres regrettent qu'elle n'ait été le « candidat naturel » (Vedel, 2007, p. 50) du parti socialiste :

- « [La victoire de Ségolène] *peut se produire mais on aurait jamais vu ça : gagner contre le parti, contre l'establishment, contre la politique !* » (Lionel Jospin, *L'Express*, le 8 février 2007).
- « *La candidate sortie n'était pas prévue par l'establishment, ni par personne. C'est un succès de la démocratie d'une certaine façon. C'est une démocratie très médiatisée* » (Michel, Rocard, *Complément d'enquête*, le 7 mai 2007).

Il convient donc de s'interroger sur la manière dont Ségolène Royal a construit cette légitimité par le peuple. Nous faisons l'hypothèse que sa candidature a répondu aux attentes de **renouvellement**<sup>18</sup> de l'électorat de gauche sur trois critères au moins : le *personnel politique*, l'*idéologie* - qui concerne la refondation de la gauche à la fois en terme programmatique, de nouvelles alliances politiques et de nouvelles valeurs et références symboliques - et les *manières de gouverner*.

---

<sup>14</sup> - Selon *Le Monde* du 24 septembre 2006, avec Mme Royal en bikini « Closer et VSD ont enregistré une augmentation de leurs ventes sur ces deux numéros estivaux (240 000 exemplaires vendus pour VSD, soit " le meilleur chiffre depuis trois ans pour un mois d'août " selon l'éditeur) ».

- « Ségolène Royal en couverture, c'est l'assurance de bonnes ventes en kiosques » confie la rédaction de *Stratégies*, le 14 décembre 2006.

<sup>15</sup> À l'encontre de Ségolène Royal, son concurrent à l'investiture Laurent Fabius profitera de l'université d'été du Parti socialiste à La Rochelle, les 25 et 27 Août 2006 pour déclarer : « Je préfère dire : voici mon projet que : mon projet c'est *Voici*. » L'hebdomadaire lui répliquera quelques jours plus tard : « Quand Laurent Fabius nous fait de la pub, c'est Royal. »

<sup>16</sup> Voir à cet égard le chapitre intitulé « La révélation de Privas » in *Ségolène Royal, l'insoumise*, Marie-Eve Malouines & Carl Meeus, Fayard 2007 et cette déclaration de Malek Boutilh, secrétaire national du PS : « La base du parti aime bien François mais elle kiffe Ségolène », *Challenges*, 13 juillet 2006.

<sup>17</sup> « Victoire de Royal: premières réactions » in *L'express*, le 17 novembre 2006

<sup>18</sup> La principale raison invoquée par les français pour laquelle leur choix de vote s'est porté sur Ségolène Royal au 1er tour de l'élection présidentielle est qu'elle incarne le changement. A la même question, les électeurs de Nicolas Sarkozy avaient répondu qu'il avait la stature d'un Président (Sondage IPSOS, « Comprendre la vote des Français » réalisé le 22 avril 2007).

### 3. Le renouveau du personnel politique

Ségolène Royal a vite appris à utiliser les médias pour servir son image et la peaufiner. Brice Teinturier, directeur général adjoint de TNS Sofres, affirme à cet égard qu'elle « est l'incarnation d'une demande de renouvellement et témoigne, comme Sarkozy, de l'émergence d'un nouveau leadership présidentiel. »<sup>19</sup> Par rapport à ses principaux adversaires et pour s'imposer au sein de son appareil politique Ségolène Royal a dû imaginer un parcours lui permettant de cultiver sa différence :

- « *Ce qui fait ma popularité c'est de ne pas être dans le moule. Si je ne le faisais pas je serais morte* » (Le monde, 8 novembre 2006).

De prime abord, la principale révolution liée à sa candidature réside dans le déplacement qu'elle propose des représentations de la politique inhérente au principe même qu'elle est une **femme**. Cet argument de l'identité sexuelle revendiquée par Ségolène Royal comme facteur de légitimité repose sur l'idée implicite qu'elle incarnerait les valeurs du changement nécessaires pour sortir de l'impasse une société désorientée et incapable de dépasser la crise du rapport au pouvoir jusqu'ici associé au sexe masculin.

- « *Je pense que le temps des femmes est venu* » (Intervention dans le cadre des débats de la Cité de la Réussite à la Sorbonne, le 22 octobre 2006.)
- « *Je ne vous demande pas de voter pour moi parce que je suis une femme...mais je suis une femme. Et avec moi le vrai changement politique il est là* » (Meeting de Dijon, le 7 mars 2007).

L'idée de porter une femme au pouvoir consacrerait officiellement, selon la candidate, la prégnance de valeurs féminines sur l'ordre masculin ancien, renvoyant au peuple qui l'aurait élue, l'image valorisante d'une modernité incarnée de la vie politique :

- « *Il y a un côté insoumission chez mes partisans. Que la symbolique du Père de la Nation puisse être une femme, ça c'est une Révolution !* » (Le Figaro, le 11 novembre 2006).
- « *En choisissant une femme pour mener le combat des idées et incarner l'espérance, vous avez, plus de deux siècles après Olympe de Gouges, accompli un véritable geste révolutionnaire* ». (La Mutualité, congrès d'investiture, le 26 novembre 2006)

Dans la construction de sa légitimité politique, Ségolène Royal a su jouer de son identité de femme en la déclinant selon plusieurs facettes. Celle de Marie-Ségolène, fille de militaire née dans une famille catholique austère et qui a su s'émanciper de sa destinée de mère au foyer. Celle de la femme active, mère de quatre enfants, un brin féministe et qui essaie d'inscrire son destin dans un univers politique machiste. Celle de la femme révolutionnaire - à l'instar des figures féminines historiques qu'elle convoque dans ses discours, d'Olympe de Gouges à Jeanne d'Arc - s'érigeant contre l'ordre établi, dépositaire des valeurs de courage et d'audace. En tant que figure féminine, elle a revendiqué une féminité assumée (dans les vêtements, la candeur du visage, les sourires permanents...), ce qui lui a donné des airs de fragilité interprétés en termes d'authenticité par ses partisans – et d'incompétence par ses détracteurs. Mais la révolution politique dont parle Ségolène Royal a également quelque chose à voir avec la relation de la candidate au pouvoir :

- « *Je suis une femme, je suis une mère et je l'assume dans ma relation au pouvoir* » (Meeting de Dijon, le 7 mars 2007).

---

<sup>19</sup> Brice Teinturier, cité dans « Ségolène Royal, naissance d'une 'lovemark' », [http://www.strategies.fr/magazine/article.php?cle\\_page=39704](http://www.strategies.fr/magazine/article.php?cle_page=39704)

Ségolène Royal a très tôt compris la puissance de l'image maternelle<sup>20</sup>. De ce rôle de mère, elle proposera une relation fondée sur l'**authenticité d'un sentiment vécu**, entre intimité et proximité, qu'elle entend partager avec les citoyens.

- « *Je veux, en tant que mère, pour tous les enfants qui naissent et grandissent en France ce que j'ai voulu pour mes propres enfants* » (Discours programmatique, Villepinte, le 11 février 2007).

Ce vécu partagé, qui réside dans le projet d'une réconciliation des Français avec la politique, est sacralisé dans le modèle politique qu'elle souhaite inventer et dans lequel la candidate-mère et le citoyen-enfant se construisent ensemble<sup>21</sup> :

- « *J'ai voulu que les citoyens reprennent la parole pour que je puisse porter leur voix* » (Ségolène Royal, Le pacte présidentiel, février 2007).
- « *Je le veux parce que vous le voulez* » (Discours programmatique, Villepinte, le 11 février 2007).

L'on voit bien qu'en ancrant son discours dans la dimension phatique du langage, Ségolène Royal a essayé de mettre en place une stratégie énonciative consistant à créer l'illusion d'une communion avec ses électeurs. Dans ses discours, elle a utilisé le vocabulaire français de base, fondamental et quotidien qui permet de traduire des concepts économiques ou experts de manière claire, accessible au citoyen<sup>22</sup>. Plus généralement, elle s'est appuyée sur les différentes facettes de son identité sexuelle pour présenter une vision de la gouvernance fondée sur les valeurs du monde féminin entre volonté, compassion, intimité, ressemblance et proximité : « Mon équipe de campagne, c'est vous » déclare-t-elle en meeting à Rennes<sup>23</sup> ou encore « Mon opinion est celle du peuple français » à propos de l'entrée de la Turquie dans l'Union Européenne<sup>24</sup>. Ces valeurs transmises dans ses déclarations ont naturellement crédité sa parole de sincérité et correspondent à l'articulation à laquelle elle tient entre individuel et collectif d'une part ; entre écoute et parole d'autre part (Bertrand & al. P. 109 et suiv). Sur la scène politique Ségolène Royal est donc davantage apparue comme une candidate au suffrage universel en ce qu'elle représente les citoyens que comme une postulante à l'exercice du pouvoir qui ne serait motivée que par les enjeux et les bénéfices qu'elle pourrait en retirer. Sa légitimité se fonde pour ces raisons sur un principe **d'authenticité politique**, principe qui fait défaut au personnel politique dans son ensemble.

#### **4. Le renouveau idéologique (valeurs, programmes, alliances)**

Le deuxième critère sur lequel Ségolène Royal a conquis une partie de sa légitimité populaire est lié à une ligne idéologique singulière au sein de son parti.

---

<sup>20</sup> En 1992 lorsqu'elle pose à la maternité, en 2005 lorsqu'elle pose avec sa fille pour annoncer sa candidature, en 2006 avec son fils Thomas Hollande qui l'accompagne dans sa campagne en participant notamment à la création de la Ségosphère...

<sup>21</sup> Pour certains analystes, ce modèle, qui s'apparente à ce que les anglais appellent la co-intelligence ou le mothering, prend le contre-pied du modèle politique proposé par Nicolas Sarkozy et qui se fonde sur le contrat et l'autorité du père (Jean-Marc Lech, coprésident d'Ipsos, *L'express*, le 16 mars 2006).

<sup>22</sup> « Quand j'ai évoqué le problème de la vie chère - et non pas du « pouvoir d'achat », beaucoup de monde s'est moqué. Mais moi, j'ai pris le temps d'écouter les gens », Entretien exclusif avec la rédaction de Métro, le 18 avril 2007.

<sup>23</sup> Meeting à Rennes le 20 février 2007.

<sup>24</sup> Conférence de presse à l'Assemblée nationale, le 11 octobre 2006.

« Encore faudrait-il, pour être candidate du Parti Socialiste, qu'elle fut socialiste » confie l'ancien ministre de Mitterrand, Louis Mexandeau amené à commenter la candidature de Ségolène Royal à l'investiture<sup>25</sup>. Sans préjuger de son caractère polémique, cette déclaration révèle une caractéristique du positionnement politique de Ségolène Royal qui, depuis ses débuts, a cherché à percer le territoire idéologique de la droite sur certains sujets de société. Quand elle était au gouvernement, la mise en place de ses lois protectrices (sur le bizutage, la violence à la télévision ou le congé paternité...) avait reçu un accueil très favorable de la part de tous les parents qui lui avaient reconnu l'aptitude à conduire des réformes **progressistes** sur le terrain social et **conservatrices** sur le plan moral. Sa légitimité populaire fondée sur une politique pragmatique dépassait déjà très largement les limites de la gauche.

Au cours de sa campagne, Ségolène Royal continuera à défendre certaines valeurs de droite au motif qu'elles représentent des valeurs moyennes supposées partageables par tous et qui n'ont pas d'intérêt à être revendiquées au nom d'idéalités aujourd'hui dépassées. Copiant la triangulation politique opérée par Bill Clinton et Tony Blair, elle a brouillé le clivage droite-gauche et défendu des propositions hétérodoxes par rapport à la doctrine du PS, affirmant que c'est par auto censure et démagogie que le parti socialiste n'a pas voulu aborder des thèmes comme celles d'une « société de la responsabilité », de l'encadrement militaire<sup>26</sup> ou des 35h. Dans un mouvement identique, elle osera récupérer des valeurs de la gauche républicaine qui lui avaient été confisquées par la droite en abordant des thèmes chers à Nicolas Sarkozy comme la règle, l'autorité ou la patrie<sup>27</sup>. Et c'est en cela que réside une partie de sa révolution idéologique : en brisant tous les tabous, en prenant le contre-pied de l'évolution libertaire, majoritaire aujourd'hui au sein du PS, Ségolène Royal s'est vue soupçonnée d'imaginer « la gauche d'après » en rupture à la fois avec le bilan et l'idéologie socialiste :

- Marie-George Buffet l'accuse de « *tourner le dos aux valeurs de la gauche* » (Déclaration au conseil national du PCF, le 20 novembre 2006).
- « *On ne gagne rien à vouloir dépasser son adversaire sur son propre terrain : on a un Sarkozy dans le pays, ce n'est pas la peine d'en avoir deux. (...) Je ne crois pas que le parti socialiste soit sur cette ligne-là* » (Dominique Strauss-Kahn, Canal +, 1<sup>er</sup> juin 2006).
- « *Il faut un PS modernisé et non pas droitisé. [...] Un socialisme offensif, une gauche décomplexée. Sans complexe à être ancrée à gauche, sans complexe à regarder le monde tel qu'il est pour l'améliorer* » (Laurent Fabius, Libération, le 12 mai 2007).

Sa volonté d'ouvrir des alliances au centre pendant l'entre-deux tours aura été, de manière similaire, largement contestée au sein du PS :

- « *Aujourd'hui encore il faut rassembler le plus large possible, mais dans la clarté, car la politique, ce n'est pas le débauchage individuel, ce n'est pas des alliances de circonstance, ce n'est pas des alliances contre-nature. La politique, c'est de composer au lendemain du premier tour le*

---

<sup>25</sup> Entretien dans *Le Figaro*, le 28 octobre 2006.

<sup>26</sup> La référence symbolique à « l'encadrement militaire » la rend populaire à droite, sans pour autant la couper totalement de la gauche puisqu'il lui est tout à fait possible de démontrer qu'un encadrement militaire est socialement préférable à un emprisonnement (Discours programmatique de Villepinte, le février 2007).

<sup>27</sup> En réponse au ministère de l'immigration et de l'identité nationale, Ségolène Royal s'est réappropriée le chant républicain, un hymne que la gauche avait depuis des décennies abandonné à la droite, provoquant l'indignation d'une partie de la population française et des ténors du PS. « Ce n'est ni un chant sanguinaire, ni un chant xénophobe, c'est le chant de toutes les libertés » (Meeting régional de Marseille, le 22 mars 2007).

rassemblement le plus large sur le pacte présidentiel » (François Hollande, *France Info*, le 19 avril 2007).

- « *S'il y avait une alliance du PS avec le centre, il y a la moitié des socialistes qui fichent le camp dans l'abstention et sans parler des électeurs communistes* » (Jean-Luc Mélenchon, sénateur socialiste, LCI, le 24 avril 2007).

En revanche, du point de vue de Ségolène Royal et de son comité de campagne, le discours d'ouverture au centre a pour mérite de préfigurer le **caractère moderne de la vie politique** qu'elle entend mener et de sortir d'une vision archaïque de la politique qui se contente depuis trop longtemps de l'affrontement bloc contre bloc et qui se trouve, à ses yeux, tout à fait décrochée des attentes de l'électorat français.

## 5. La démocratie participative ou le renouveau d'un modèle de gouvernance

Le troisième et dernier critère sur lequel Ségolène Royal s'est appuyée pour conquérir sa légitimité réside dans sa capacité à définir et à proposer un modèle de gouvernance spécifique. Le modèle politique en question, c'est la démocratie participative qui a pour ambition de tirer les leçons du décrochage entre le système politique et les citoyens. Nous voudrions montrer que Ségolène Royal a répondu à la demande d'un changement idéologique qui laisse entrevoir une relance possible de la démocratie, et qui passe par la valorisation du débat, de la concertation et de la participation.

La performance la plus remarquable opérée par Ségolène Royal pendant sa pré-campagne a sans doute été une question de méthode : réussir à se faire élire dans une stratégie de contournement du parti socialiste en définissant elle-même les conditions d'une légitimité alternative, celle que confère la proximité et l'appartenance au « monde d'en bas » c'est-à-dire la légitimité du peuple et celle des militants.

Cette légitimité, qui est née avec la démarche de démocratie participative initiée par Désirs d'avenir.org et poursuivie avec les débats participatifs après l'investiture, s'est enracinée à l'intérieur d'une double compétence :

- Une compétence politique d'abord, celle d'avoir su tirer les enseignements d'un diagnostic qui procède directement d'une crise de la représentation politique et qui se traduit à la fois par une « *désaffection* des citoyens pour les élus censés les représenter et par leur *défiance* » (Crépon & Stiegler, 2007, p. 25), la montée de l'abstention et le sentiment d'éloignement vis à vis des institutions. Selon Ségolène Royal, le débat démocratique est « *confisqué* », les promesses électorales « *souvent oubliées* », le dialogue social « *bien trop archaïque* », la justice « *ébranlée* » et « *c'est l'Etat qui ainsi risque de perdre sa crédibilité* » (AFP, le 20 Août 2006). Dit autrement, si la situation du politique est si critique de nos jours c'est parce que l'évolution de la démocratie de masse moderne a fait « *de la discussion publique, avec ses arguments, une formalité vide. [...]* » (Schmitt, 1988). Le concept de démocratie participative répond dans son principe à cette crise puisqu'il propose un changement de la politique dans lequel le citoyen, doté d'une capacité d'expertise, intervient directement dans la décision politique. L'énoncé « *Avec moi, plus jamais la politique ne se fera sans vous* » prononcé à Villepinte constitue à cet égard la quintessence de ce nouveau modèle politique. Pour la candidate socialiste, l'important est au plus près du pays et non au sommet du pouvoir. Le vrai haut est en bas :

- « *Pour agir juste, il faut s'appuyer sur la capacité d'expertise des citoyens et les associer plus directement à l'élaboration des décisions qui les concernent. A l'échelle nationale comme à*

*l'échelle régionale. La mobilisation de cette intelligence collective donne de vrais résultats. L'autisme et l'arrogance de gouvernement, cela ne marche pas.* » (Challenges, le 13 avril 2006).

A l'instar de ce qu'elle a mis en place dans la Région Poitou-Charentes, Ségolène Royal a fait le choix de la démocratie participative comme dimension structurante de la mandature présidentielle. Ce choix implique pour elle de créditer les français « concitoyens » non seulement d'une compétence d'usage mais d'une capacité de jugement, de proposition, de participation à la décision et, pour ce faire, leur en reconnaître la légitimité :

- « *La politique doit tenir compte de l'intelligence collective des gens [...] qui sont finalement les meilleurs connaisseurs de ce qui les concerne* » (JT de 20h, TF1, le 16 décembre 2006)
- « *J'ai acquis la conviction que les citoyens, lorsqu'un problème est vécu ou lorsqu'un progrès est espéré, sont des "experts" légitimes de la question posée. Ecouter pour agir juste, telle est la raison pour laquelle j'ouvre ce forum. Dans un monde de plus en plus complexe mais aussi informé, chacun détient une part de vérité* » (Déclaration de Ségolène Royal sur le site Désirs d'avenirs, février 2006).

En proposant la démocratie participative comme modèle de gouvernance, Ségolène Royal a rencontré une partie de l'opinion<sup>28</sup> qui a vu dans ce concept une solution à la crise du système représentatif. Sa campagne a ainsi consisté à proposer une nouvelle distribution des rôles entre société civile, médias et institutions politiques :

- « *Les débats participatifs doivent se faire sans le filtre plus ou moins bien intentionné des commentateurs professionnels* » (Site de campagne, Désirs d'avenir, 19 février 2007).

Et le personnel politique doit avoir comme fonction d'incarner et d'exprimer la formation, l'expression et l'évolution de l'opinion publique de telle sorte à modifier la relation asymétrique qui existe dans le dispositif de la V<sup>e</sup> République entre les protagonistes politiques d'une part et les citoyens d'autre part. A titre d'exemple, le dernier slogan de campagne de Ségolène Royal « La France Présidente » invite à ce titre les français à partager avec elle la gouvernance de la France en suscitant une plus grande adéquation entre gouvernants et gouvernés.

- La seconde compétence, plus empirique, concerne les moyens de rendre opérationnel le désir latent de démocratie participative, car bien sûr « il ne peut y avoir de sens à en parler, à l'encourager ou à la promettre comme un nouveau type de démocratie que si elle contribue à redonner conjointement une chance à cet attachement ou à ce désir » (Crépon & Stiegler, 2007,

---

<sup>28</sup> Un certain nombre d'intellectuels se sont élevés contre cette conception de la politique. Par exemple, Marc Abélès met en garde contre les dérives populistes de ce type d'exercice démocratique qui ne « laisse pas la place au débat mais favorise l'émergence d'une parole spontanée émanant de la société civile, généralement peu constructive. C'est la « démocratie des petits moi, je » : les gens posent leurs questions en fonction de leurs petits problèmes. Le politique, lui, est appelé à se justifier, à s'expliquer sur tel ou tel petit problème. C'est dangereux, ça vire au populisme » (Libération, le 20 février 2007).

Selon Vincent Peillon, porte-parole de Ségolène Royal, les débats participatifs peuvent aussi, dans leur forme, poser question : « Il y a 15 ans dans une réunion publique, jamais on fonctionnait comme ça. Les gens faisaient des analyses sur le capitalisme, se posaient des questions sur le tiers monde, avaient des concepts, des valeurs, ils arrivaient pas comme ça avec leurs problèmes » (Vincent Peillon, *La prise de l'Elysée*, France 3, émission diffusée le 7 mai 2007).

p. 28). L'Internet se présente à cet égard comme une nouvelle technologie de la participation adaptée au principal objectif de la démocratie participative : redonner le pouvoir à ceux qui n'en ont pas, en particulier celui de la parole singulière en dépassant les limites d'un défaut de partage de cette parole. Ségosphère ou Désirs d'avenir ont en effet permis à la candidate de contourner les deux grands inconvénients que les français reconnaissent à la presse : la distance de l'élite des journalistes avec les citoyens ordinaires et sa connivence avec les hommes politiques. S'initiant au média « conversationnel », interpellant le journaliste ou le politique, libérant sa parole individuelle, le citoyen peut désormais se faire entendre et participer au débat, quitte à le rendre illisible et chaotique. Le média Internet a ainsi modifié les rapports qu'entretiennent les médias et les politiques, les médias et l'opinion publique. Comme le rappelle Missika<sup>29</sup>, c'est l'interactivité qui est au cœur de cette transformation radicale de la démocratie, de la vie politique, et de la formation et l'expression de l'opinion publique. L'Internet et les blogs sont devenus un nouvel outil d'expression politique des citoyens entre eux et à l'adresse des politiques, qui s'en emparent à leur tour.

Concrètement, et dans le cas qui nous occupe, la démarche de démocratie participative est née en décembre 2005 avec la création de Désirs d'avenir, une association de loi 1901, qui a pour vocation d'organiser la campagne interne de Ségolène Royal<sup>30</sup>. Très vite, le comité de campagne a décidé de lancer, mi-janvier 2006, en marge du PS, une déclinaison de l'association sous forme de site. A titre officiel et pendant la campagne interne, Désir d'avenir.org a fonctionné comme espace interactif de participation politique et de propositions citoyennes : il a été le site officiel de Ségolène Royal pendant les primaires. Après sa désignation par le PS, il est devenu le site officiel de la candidate et le lieu de co-construction de son pacte présidentiel. A titre officieux il a fonctionné comme un courant politique coordonné par des militants pour faire adhérer des non militants dans la course à l'investiture. Lancée le 9 mars, la campagne d'adhésion directe par Internet à 20 euros participait de cette opération de recrutement. Sur les 128 000 nouveaux adhérents au PS inscrits avant le 1<sup>er</sup> juin 2006, 80% ont voté Ségolène Royal (Stratégies, n° 1438 du 14 décembre 2006)<sup>31</sup>.

Le succès rencontré par cette opération de démocratie participative auprès des sympathisants du PS a reposé sur la concomitance de deux phénomènes :

- La participation et la mobilisation de masse des acteurs de la société civile et des militants, permise grâce aux technologies de l'information.... Désirs d'avenir a très vite été enserré dans un réseau de sites, de blogs et de liens qui le dépassaient largement. En avril 2006 il a donné naissance à une sous-section Ségosphère, sa version pour jeunes animée par Thomas Hollande, le fils de Ségolène Royal, et dès sa création des comités locaux de soutien ont fleuri partout en

---

<sup>29</sup> J.L. Missika, *Médias et politique* : « L'interactivité transforme la démocratie » :

[http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/article-imprim.php3?id\\_article=48284](http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/article-imprim.php3?id_article=48284)

<sup>30</sup> Selon le Journal Officiel, l'objet de l'association est de : « Réfléchir à la situation sociale, politique et économique en France, en Europe et dans le monde, et contribuer, notamment par ses propositions, à son amélioration, dans un esprit de justice sociale » et de « Réunir les personnes qui souhaitent contribuer à cette réflexion et conduire toutes les actions permettant d'atteindre ces objectifs ».

<sup>31</sup> Lancée le 9 mars, la campagne d'adhésion à 20 euros rencontre un succès considérable. L'âge moyen est de 43,4 ans. Le parti attire plus d'hommes (62 %) que de femmes (38 %) ; 54 % ont un niveau d'études au moins égal à bac + 3 ; deux tiers d'entre eux exercent une activité, 15 % sont à la retraite, 9 % étudiants et 6 % au chômage ; un tiers résident dans une commune de plus de 100 000 habitants.

Plus de 90 % n'ont jamais adhéré à un parti (25 % sont syndiqués) et leurs motivations sont sans ambiguïté : 76 % ont répondu par « la volonté que la gauche gagne les prochaines élections », 64,3 %, par « le souhait de peser sur le choix du candidat PS » - bien loin devant le désir de peser sur le projet du parti (36 % des réponses). Enfin, il s'agit le plus souvent de sympathisants du PS. Moins de 4 % d'entre eux étaient proches de l'extrême gauche. Cette affluence portera à 218 711 les effectifs militants du PS à jour de leur cotisation au 1<sup>er</sup> juin 2006.

France avec la commune intention de fédérer à leur échelle des débats en ligne. Au total plus de 1000 blogs ont été géoréférencés ainsi que près de 300 comités locaux. Sur la région lyonnaise, on recense 54 blogs dont 7 comités locaux émanant pour l'essentiel des sections, secrétaires de section, candidats aux législatives ou militants. La moitié des contributions déposées en ligne entre janvier 2006 et juin 2007 provenaient de non adhérents au PS. N'ayant jamais milité ils ont néanmoins constitué des réseaux puissants de relais d'opinion. Les possibilités technologiques liées à Internet ont ainsi permis de faire du désir de démocratie de participation un fait collectif en permettant le passage de l'individuel à l'individuation du groupe. L'esprit citoyen n'a plus seulement été vécu comme une représentation ; il a pris sens collectivement dans la possibilité pour les citoyens de débattre, d'échanger leurs opinions et de partager une discussion sur les principales questions d'ordre public et politique. L'équipe de campagne de Ségolène Royal a su contourner le « défaut de pouvoir » inhérent au concept de démocratie participative. Il fallait aussi qu'elle remédie au « défaut d'écoute ». C'est la seconde raison explicative de l'élan civique qu'elle a su fédérer.

- Sans discuter le bien fondé de la méthode utilisée, Ségolène Royal, s'est rendue crédible auprès des militants que « les débats participatifs pouvaient bénéficier au projet présidentiel ». 78% des militants et nouveaux adhérents du Rhône sont tout à fait sûrs que le pacte reprend les propositions débattues lors de débats participatifs, certains y reconnaissant même une idée originale leur appartenant<sup>32</sup>. Les deux principaux vecteurs, en terme de volume, par lesquels le pacte a été alimenté sont les **débats en ligne** et les **débats participatifs**.
  - o Au total, 135 000 contributions ont été recensées sur Désirs d'avenir.org. Des synthèses thématiques de cet ensemble ont été rédigées et envoyées à la candidate à partir d'outils et de méthodologies dites « intelligentes » inventées pour en organiser et structurer la synthèse. Un système d'évaluation par les contributeurs des messages postés a été conçu dans un premier temps afin de dégager les thèmes et les idées jugées les plus intéressantes, puis a été sophistiqué dans un second temps en offrant un pouvoir d'évaluation plus grand à ceux dont les messages postés avaient été très bien notés par d'autres. C'est à partir de cette méthode que s'est constituée la synthèse des contributions faite de citations qui renvoie, grâce à des liens, aux messages dont sont extraites les citations pour en garantir la transparence et la traçabilité<sup>33</sup>.
  - o A la date du 9 février 2007, date de la fin de la phase dite d'écoute, 6100 débats participatifs<sup>34</sup> avaient été organisés en partenariat avec les sections du PS et les comités locaux de Désirs d'avenir sur tout le territoire. L'organisation des débats s'est inscrite dans la transversalité des instances du parti. Les comptes-rendus de débats étaient rédigés par circonscription. Les Fédérations étaient chargées d'en faire la synthèse par département et de les transmettre au comité de campagne de Ségolène Royal.

Du point de vue de la candidate socialiste, la période de mise en place des débats participatifs n'a pas été vaine. Elle a abouti à la rédaction des cahiers de l'espérance et au pacte présidentiel :

---

<sup>32</sup> Réunion d'accueil des nouveaux adhérents, Fédération socialiste du Rhône, mai 2007.

<sup>33</sup> Benoît Thieulin, webmaster du site, *France bleu*, le 29 janvier 2007.

<sup>34</sup> Chaque citoyen désireux de soutenir le projet politique du PS avait l'occasion de venir exprimer ses doléances sur un thème désigné comme « Vie chère et pouvoir d'achat », « Education et emploi » ou « Environnement et codéveloppement ». Selon David Chizat, secrétaire de section dans le Rhône, à propos des forums participatifs : « Il ne s'agit pas là d'un débat mais d'un espace de rencontre et de recueil des attentes sociales », *Le progrès*, « Forums participatifs et renouveau citoyen » article paru le 15 janvier 2007.

- « *Ce que vous m'avez dit, je l'ai entendu [...] J'ai voulu que les citoyens reprennent la parole pour que je puisse porter leur voix* » déclare la candidate lors de la présentation de son pacte à Villepinte.

Dans cette entreprise, Ségolène Royal a réussi à asseoir sa légitimité de présidentiable en se présentant en porte-parole des sympathisants socialistes. Régulièrement, elle a puisé dans le vivier de mots – les « pépites » selon le jargon militant - fourni par la remontée des débats participatifs pour construire ses propres discours et se présenter aux électeurs comme la candidate au miroir. Ce faisant, elle a sans cesse essayé de faire la démonstration de l'homogénéité, garante de la représentation, entre le corps électoral et sa candidature. Mieux, elle a réussi à présenter les débats participatifs, en ligne ou physiques, comme un nouvel outil d'expression politique des citoyens entre eux et à l'adresse des politiques. Il semblerait donc qu'une partie de sa légitimité construite auprès du peuple se soit enracinée dans le principe même de démocratie participative dont la démarche expérimentée pendant la campagne a révélé une posture de modernisme politique très proche, semble-t-il, des attentes de l'électorat et surtout adaptée à la crise du politique qui touche aujourd'hui toutes les démocraties.

La construction de la légitimité politique de Ségolène Royal a reposé sur une alchimie à la fois complexe et novatrice dans laquelle les sondages ont joué dans sa campagne un rôle de tremplin. La candidate socialiste, un oeil sur les sondages, un autre sur les médias, a construit sa légitimité en marge des mécanismes de reconnaissance institutionnels. Elle a choisi une autre voie, une alternative, celle du peuple. Cette légitimité populaire, elle l'a conquise dans un souci de renouvellement souhaité par son électorat : renouvellement du personnel politique, renouvellement idéologique et renouvellement dans la manière de gouverner. Dans chacun de ces domaines, elle s'est positionnée de manière singulière, à contre courant de l'establishment. Au risque de sombrer dans le populisme, elle a brouillé les repères entre espace public et espace privé, elle a brouillé les repères de l'idéologie de la gauche traditionnelle, elle a brouillé les repères du fonctionnement démocratique de notre pays. Il n'y aurait pas là de quoi s'étonner dans le principe, sauf à vouloir s'effrayer lorsqu'une personnalité se permet de suivre un changement social qui la dépasse, et à vouloir faire d'elle la gardienne de la tradition, mais Ségolène Royal n'a pas réussi à conduire son parti à la victoire. Même si la candidate se réjouit le jour de sa défaite, que « quelque chose [se soit] levé qui ne s'arrêtera pas » ; que ce quelque chose ait à voir avec une « révolution démocratique », le parti socialiste sort pour la troisième fois consécutive perdant d'une élection présidentielle. Nous serions tentés de dire que la méthode Royal, bien que novatrice, n'ait pas su tirer les enseignements de la défaite de Lionel Jospin en 2002, à savoir respecter les règles constitutives de tout discours politique en période électorale qui consistent d'abord à se présenter comme un porte-parole du parti socialiste puis à en exprimer les idées (Esquenazi et al, 2004). La réflexion de François Hollande pendant la campagne électorale est à ce titre assez lucide : « Je pense qu'il y a une nécessité de passer un contrat, pas simplement entre une personne et un pays mais entre un groupe, une équipe, un collectif »<sup>35</sup>. Il y a fort à parier que pour l'emporter un jour Ségolène Royal ne puisse se satisfaire de mener campagne à l'écart ou contre le discours organisé de son parti. Qu'elle réalise, en somme, qu'une légitimité fondée sur la démocratie d'opinion n'est pas tout à fait autonome d'une légitimité fondée sur la démocratie représentative de son propre parti.

---

<sup>35</sup> Déclaration de François Hollande interviewé pendant la campagne électorale, « On y va » Lundi Investigation, émission diffusée le 13 mai 2007.

## Bibliographie

- Arendt**, H., *Conditions de l'homme moderne*, Paris, Calmann-Lévy, 1961 (1958).
- Bertrand**, D., **Dézé**, A., **Missika**, J. L., *Parler pour gagner, sémiotique des discours de la campagne présidentielle de 2007*, Presses de Sciences Po, Paris, 2007
- Bourdieu**, P., « Les rites comme actes d'institution », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 43 1982, pp. 58-63,
- Bourdieu**, P., « La représentation politique. Eléments pour une théorie du champ politique », *Actes de la recherche en Sciences sociales*, 36-37, 1981.
- Crépon**, M., & **Stiegler**, B., *De la démocratie participative, Fondements et limites*, Essai, Paris, 2007.
- Duhamel**, A., *Les prétendants 2007*, Plon, Paris, Décembre 2006.
- Esquenazi**, J.P., *Télévision et acteurs pluriels du politique*, Mots n°67, 2001, pp. 43-57.
- Esquenazi**, J.P., **Dessinges**, C., & **Fontar**, B., « Trois événements de la campagne télévisuelle », *La communication politique après le tournant de 2002*, L'Harmattan, Paris, 2004, pp. 79-108
- Goffman**, E., *Les cadres de l'expérience*, Editions de Minuit, Paris, 1991(1974).
- Habermas**, J. *L'espace public*, Payot, Paris, 1993 (1962).
- Malouines**, M. E., & **Meeus**, C., *Ségolène Royal, l'insoumise*, Fayard, Paris, 2007.
- Schmitt**, C., *Parlemantarisme et démocratie*, Seuil, Paris, 1988.
- Van Genep**, A. , *Les rites de passage, Etude systématique des rites*, Emile Nourry, Paris, 1909.
- Vedel**, T., *Comment devient-on Président de la République, les stratégies des candidats*, Robert Laffont, Paris, 2007.